



Assemblée générale

Distr. générale
29 novembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 164 de l'ordre du jour

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Rapport de la Sixième Commission

Rapporteur : M. Drahoslav Štefánek (Slovaquie)

I. Introduction

1. La question intitulée « Mesures visant à éliminer le terrorisme international » a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale conformément à la résolution 54/110 de l'Assemblée en date du 9 décembre 1999.
2. À sa 9e séance plénière, le 11 septembre 2000, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa cinquante-cinquième session et de la renvoyer à la Sixième Commission.
3. La Sixième Commission a examiné la question de sa 27e à sa 30e séances et de sa 33e à sa 36e séances, les 13, 14, 15, 17, 21 et 22 novembre 2000. Les vues des représentants qui se sont exprimés au cours de l'examen de la question sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.6/55/SR.27 à 30 et 33 à 36).
4. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996¹;
 - b) Rapport du Secrétaire général (A/55/179 et Add.1);
 - c) Lettre datée du 2 mai 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Arménie et de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/55/68-S/2000/377);
 - d) Lettre datée du 19 juin 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 37 (A/55/37).

Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte d'un appel adopté à Douchanbé le 14 juin 2000 par les chefs d'État des pays membres de la Communauté économique d'Asie centrale (A/55/86-S/2000/604);

e) Lettre datée du 11 juillet 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Chine, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant notamment le texte de la Déclaration de Douchanbé, signée le 5 juillet 2000 par les chefs d'État de la Chine, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan (A/55/133-S/2000/682);

f) Lettre datée du 18 juillet 2000, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte des conclusions de la réunion des ministres des affaires étrangères du Groupe des huit, qui ont été adoptées le 13 juillet 2000 à Miyazaki (Japon) (A/55/162-S/2000/715);

g) Lettre datée du 25 août 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte de la déclaration des chefs d'État du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan et du Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie, adoptée le 20 août 2000 à Bichkek (A/55/326-S/2000/834);

h) Lettre datée du 20 septembre 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de l'Ouzbékistan, de la République de Moldova et de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte du Mémoire signé par les Présidents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de l'Ouzbékistan, de la République de Moldova et de l'Ukraine, signé le 6 septembre 2000 à New York (A/55/434-S/2000/926);

i) Lettre datée du 10 octobre 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Inde et de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/55/473) ;

j) Lettre datée du 31 octobre 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte de la Déclaration des chefs d'État de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan, signée le 11 octobre 2000, à Bichkek, concernant l'existence de menaces contre la sécurité dans la région de l'Asie centrale (A/55/533-S/2000/1054) ;

k) Lettre datée du 1er novembre 2000, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue à New York le 18 septembre 2000 (A/55/541-S/2000/1067) ;

l) Lettres datées des 2 et 20 novembre 2000, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/55/540-S/2000/1065 et A/55/634-S/2000/1108) ;

m) Document de travail présenté par l'Inde intitulé « Projet de convention général sur le terrorisme international » (A/C.6/55/1) ;

n) Rapport du Groupe de travail sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international (A/C.6/55/L.2);

5. Conformément au paragraphe 13 de la résolution 54/110 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1999, la Commission a créé à sa 2e séance, le 25 septembre, un groupe de travail qu'il a chargé de commencer l'examen de la question dans l'optique de l'élaboration d'une convention générale sur le terrorisme international qui s'insérerait dans un ensemble de conventions faisant le tour de la question du terrorisme international, et de poursuivre l'examen des questions en suspens ayant trait à l'élaboration d'un projet de convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et à la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence de haut niveau chargée de définir une riposte commune de la communauté internationale face au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. À la même séance, la Commission a élu M. Rohan Perera (Sri Lanka) Président du Groupe. Le Groupe de travail a tenu neuf séances, du 25 septembre au 6 octobre.

6. À la 27e séance, le 13 novembre, le Président du Groupe de travail a présenté le rapport du Groupe, publié sous la cote A/C.6/55/L.2 (voir A/C.6/55/SR.27).

II. Examen du projet de résolution A/C.6/55/L.17

7. À la 36e séance, le 22 novembre, le représentant du Canada a présenté un projet de résolution intitulé « Mesures visant à éliminer le terrorisme international » (A/C.6/55/L.17) qu'il a révisé oralement comme suit :

a) Au deuxième alinéa du préambule de la version anglaise, le mot « relevant » a été supprimé;

b) À la fin du septième alinéa du préambule, les mots « conformément aux principes consacrés par la Charte, aux principes du droit international et des conventions internationales pertinentes » ont été ajoutés;

c) À la fin du dixième alinéa du préambule, les mots « et prenne d'autres initiatives appropriées » ont été ajoutés;

d) Au paragraphe 3 du dispositif, après les mots « soient conformes », les mots « à la Charte des Nations Unies et » ont été ajoutés.

8. À la même séance, la Commission a adopté, à l'issue d'un vote enregistré, le projet de résolution A/C.6/55/L.17, tel qu'il avait été révisé oralement, par 131 voix contre zéro, avec 2 abstentions (voir par. 11). Les voix se sont réparties comme suit² :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darus-

² La délégation zimbabwéenne a indiqué par la suite que si elle avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour le projet de résolution.

salam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Liban, République arabe syrienne.

9. Avant l'adoption du projet de résolution, les représentants de la République arabe syrienne et de Cuba ont fait des déclarations pour expliquer leur vote; après l'adoption du projet de résolution, les représentants du Liban, du Pakistan et de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations pour expliquer leur vote (voir A/C.6/55/SR.36).

10. Les représentants des États-Unis d'Amérique, de Cuba, d'Israël, de la République arabe syrienne et du Liban ont également fait des déclarations (voir A/C.6/55/SR.36).

III. Recommandation de la Sixième Commission

11. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

L'Assemblée générale,

Guidée par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant toutes ses résolutions et toutes celles du Conseil de sécurité qui concernent les mesures visant à éliminer le terrorisme international,

Convaincue qu'il importe qu'elle examine les mesures visant à éliminer le terrorisme international, étant l'organe universel compétent pour ce faire,

Rappelant la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies³,

Rappelant aussi la Déclaration du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies⁴,

Profondément préoccupée par le fait que des actes de terrorisme continuent d'être commis partout dans le monde,

Soulignant qu'il faut encore renforcer la coopération internationale entre les États et entre les organisations et institutions internationales, les organisations et accords régionaux et l'Organisation des Nations Unies afin de prévenir, combattre et éliminer le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quel que soit le lieu où les actes de terrorisme sont commis et quels qu'en soient les auteurs, conformément aux principes consacrés par la Charte, aux principes du droit international et des conventions internationales pertinentes,

Considérant qu'il faut renforcer le rôle que jouent l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées compétentes dans la lutte contre le terrorisme international, et ayant à l'esprit les propositions du Secrétaire général visant à renforcer le rôle de l'Organisation à cet égard,

Rappelant la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, figurant en annexe à sa résolution 49/60 du 9 décembre 1994, dans laquelle elle a invité les États à examiner d'urgence la portée des dispositions juridiques internationales existantes qui concernent la prévention, la répression et l'élimination du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, afin de s'assurer qu'il existe un cadre juridique général couvrant tous les aspects de la question,

Prenant note du Document final de la treizième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, tenue à Cartagena (Colombie) les 8 et 9 avril 2000⁵, qui réitère la position collective du Mouvement au sujet du terrorisme et, reprenant une initiative de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998, demande la convocation, au plus haut niveau, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence internationale afin que la communauté internationale définisse une riposte commune face au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations⁶, et prenne d'autres initiatives appropriées,

Rappelant qu'elle a décidé dans sa résolution 54/110 du 9 décembre 1999 que le Comité spécial créé par sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996 se pencherait sur la question de la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence chargée de définir une riposte commune face au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

Notant les efforts déployés au niveau régional pour prévenir, combattre et éliminer le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quel que soit le lieu où des actes de terrorisme sont commis et quels qu'en soient les au-

³ Voir résolution 50/6.

⁴ Voir résolution 55/2.

⁵ A/54/917-S/2000/580, annexe.

⁶ Voir A/53/667-S/1998/1071, annexe I, par. 149 à 162.

teurs, y compris par le biais de l'élaboration et de l'observation de conventions régionales,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁷, le rapport du Comité spécial⁸ et le rapport du Groupe de travail de la Sixième Commission constitué en application de la résolution 54/110⁹,

1. *Condamne énergiquement* tous les actes et toutes les méthodes et pratiques de terrorisme, qu'elle juge criminels et injustifiables où qu'ils soient commis et quels qu'en soient les auteurs;

2. *Réaffirme* que les actes criminels qui, à des fins politiques, sont conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans la population, dans un groupe de personnes ou chez des individus sont injustifiables en toutes circonstances et quels que soient les motifs de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou autre invoqués pour les justifier;

3. *Demande une fois de plus* à tous les États d'adopter de nouvelles mesures qui soient conformes à la Charte des Nations Unies, aux dispositions pertinentes du droit international, notamment aux normes internationales en matière de droits de l'homme, en vue de prévenir le terrorisme et de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme et, à cette fin, d'envisager en particulier l'application des mesures énoncées aux alinéas a) à f) du paragraphe 3 de sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996;

4. *Demande de nouveau* à tous les États, en vue de mieux assurer l'application effective des instruments juridiques pertinents, d'intensifier, selon qu'il conviendra, l'échange d'informations sur les faits liés au terrorisme, en veillant à ne pas diffuser des informations inexactes ou non vérifiées;

5. *Demande de nouveau* également aux États de s'abstenir d'entraîner des terroristes ou de financer ou d'encourager des activités terroristes ou d'apporter un autre soutien quelconque à de telles activités;

6. *Réaffirme* que la coopération internationale ainsi que les mesures prises par les États pour lutter contre le terrorisme devraient être appliquées dans le respect des principes consacrés par la Charte des principes du droit international et des conventions internationales pertinentes;

7. *Engage* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager, à titre prioritaire, de devenir parties aux conventions et protocoles visés au paragraphe 6 de sa résolution 51/210 ainsi qu'à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif¹⁰ et à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme¹¹, et demande à tous les États de prendre les mesures voulues afin de transposer ces conventions et protocoles dans leur droit interne, d'établir la compétence de leurs tribunaux pour juger les auteurs d'actes terroristes, et de coopérer avec les autres États et les organisations internationales et régionales

⁷ A/55/179 et Add.1.

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 37 (A/55/37).

⁹ A/C.6/55/L.2.

¹⁰ Résolution 52/164, annexe.

¹¹ Résolution 54/109, annexe.

compétentes et de leur apporter aide et soutien de sorte que ces personnes soient traitées en justice;

8. *Constate avec satisfaction et gratitude* que plusieurs États sont devenus, pendant la cinquante-quatrième session et l'Assemblée du Millénaire, parties aux instruments mentionnés au paragraphe 7, favorisant ainsi la réalisation des objectifs que sont l'adoption et l'application générales desdits instruments;

9. *Réaffirme* la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, figurant en annexe à la résolution 49/60, et la Déclaration complétant la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, figurant en annexe à la résolution 51/210, et demande à tous les États de les appliquer;

10. *Salue* l'action du Service de la prévention du terrorisme du Centre de prévention de la criminalité internationale de Vienne, qui, après avoir passé en revue les possibilités offertes au sein du système des Nations Unies, s'emploie à renforcer, dans le cadre de ses attributions, les capacités de prévention du terrorisme de l'Organisation;

11. *Invite* les États qui ne l'ont pas encore fait à soumettre au Secrétaire général des renseignements sur leurs lois et règlements concernant la prévention et la répression des actes de terrorisme international;

12. *Invite* les organisations intergouvernementales régionales à communiquer au Secrétaire général des informations sur les mesures qu'elles ont adoptées au niveau régional pour éliminer le terrorisme international;

13. *Décide* que le Comité spécial créé par sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996 poursuivra l'élaboration d'une convention générale relative au terrorisme international, s'efforcera encore de résoudre les questions que soulève l'élaboration d'un projet de convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, instrument qui permettrait de développer le cadre juridique conventionnel de la lutte contre le terrorisme, et maintiendra à son ordre du jour la question de la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence de haut niveau chargée de définir une riposte commune de la communauté internationale face au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;

14. *Décide également* que le Comité spécial se réunira du 12 au 23 février 2001 pour poursuivre l'élaboration d'un projet de convention générale sur le terrorisme international et s'efforcer encore de résoudre les questions en suspens ayant trait à l'élaboration d'un projet de convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire⁹, qu'il maintiendra à son ordre du jour la question de la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence de haut niveau chargée de définir une riposte commune de la communauté internationale face au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et que les travaux se poursuivront, pendant sa cinquante-sixième session entre le 15 et le 26 octobre 2001, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission;

15. *Prie* le Secrétaire général de continuer à mettre à la disposition du Comité spécial les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

16. *Prie* le Comité spécial de lui rendre compte, à la cinquante-cinquième session, s'il achève le projet de convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire;

17. *Prie également* le Comité spécial de lui rendre compte, à la cinquante-sixième session, des progrès qu'il aura réalisés dans l'accomplissement de son mandat;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-sixième session la question intitulée « Mesures visant à éliminer le terrorisme international ».
